



* ANIMAFAC



JEUNES
EUROPÉENS
FRANCE



Soutien des organisations de jeunesse aux manifestations lycéennes et étudiantes

Communiqué de presse du 8 octobre 2026

Depuis plusieurs semaines, des lycéennes et des lycéens se mobilisent partout en France pour dénoncer la dégradation de leurs conditions d'étude et demander les moyens nécessaires à une éducation de qualité.

Classes surchargées, enseignant·es non remplacé·es, manque d'infirmier·ères scolaires, bâtiments vétustes, équipements insuffisants : derrière ces situations, ce sont les conditions d'apprentissage et de vie de toute une génération qui sont en jeu. Les jeunes dénoncent aussi des journées toujours plus lourdes, la pression scolaire croissante et l'anxiété liée à leur orientation, alors même que les crises climatiques, politiques et économiques assombrissent l'avenir.

Face à leurs revendications, la réponse doit être politique, il faut les entendre, les prendre au sérieux et apporter des réponses concrètes permettant à toutes et tous d'étudier dans des conditions dignes. Elle ne peut être ni le mépris médiatique, ni l'infantilisation politique, ni la violence policière. **Ils et elles ne sont ni manipulé·es, ni trop jeunes pour comprendre : ils et elles sont les premier·ères concerné·es et la liberté d'expression et de manifestation leur appartient aussi.** L'absence de droit de vote ne doit pas dispenser la société de les écouter et de les considérer comme des citoyen·nes à part entière.

Nous, organisations **par et pour les jeunes**, affirmons notre soutien aux lycéennes et aux lycéens mobilisé·es ainsi qu'aux étudiants et étudiantes qui les ont rejoints.

Nous demandons :

- des moyens à la hauteur des besoins de l'enseignement secondaire ;
- des établissements qui permettent réellement aux jeunes de s'exprimer, de s'organiser et de s'engager ;
- une véritable démocratie scolaire, avec des espaces d'expression et d'initiative disposant du temps, des moyens et de l'autonomie nécessaires pour permettre aux élèves de peser réellement sur les décisions qui les concernent ;
- que les revendications des jeunes soient considérées comme des revendications sociales et politiques à part entière ; et que, au-delà de ces seules revendications, les jeunes, dans leur diversité, soient reconnues sur le long terme comme des actrices légitimes et incontournables du débat public et des décisions politiques ;

→ le droit de vote à 16 ans, pour que les jeunes puissent pleinement prendre part aux décisions qui façonnent leur présent et leur avenir.

Après plus d'une semaine de mobilisation, le gouvernement vient de proposer la banalisation d'une demi-journée "de démocratie interne" au sein des lycées. Les modalités de ces temps devront, selon nous, permettre une expression libre et une prise au sérieux de la parole des jeunes. L'organisation concertée de la remontée de leurs revendications auprès du gouvernement, ainsi que l'engagement à leur apporter des réponses et à rendre compte des suites données, devront être des prérequis absolus de ce dialogue.

Cette proposition ne peut, à elle seule, constituer une réponse aux revendications portées par les lycéennes et les lycéens mobilisé·es, qui ne demandent pas seulement à pouvoir s'exprimer, mais que leurs revendications soient entendues et qu'elles donnent lieu à des réponses concrètes.

Signataires

Le Réseau National des Juniors Associations - RNJA

Animafac

Engagé·e·s & Déterminé·e·s (E&D)

Jeunes Européens - France

Erasmus Student Network France

Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne

Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire - Cnajep